

Ile du Prince-Edouard .....	1,840,000
Pour des fortifications dans les six provinces .....	25,000,000
Pour le chemin du Nord-Ouest....	5,000,000
Pour dépense militaire.....	5,000,000
	<b>\$66,625,840</b>
Ajoutez : dette publique du Canada.....	\$73,000,000
Autres engagements non payés du Canada.....	5,000,000
Dette de la Nouvelle-Ecosse.....	8,000,000
Dette du Nouveau Brunswick.....	7,000,000
Dette de l'Ile du Prince-Edouard.....	244,673
Dette de Terre-Neuve...	946,000
	<b>94,190,673</b>
	<b>\$160,816,513</b>

Voilà un joli bilan, qui n'est exagéré dans aucun détail, et que nous offre la confédération ! Tout cela sans compter l'énorme dépense des gouvernements général et locaux. Quelques-unes des sommes ci-dessus ne seraient pas payables de suite, mais elles le seraient presque toutes avant cinq ans. Des sommes aussi considérables le seraient de suite, on peut dire, si l'on fait entrer en état de compte les dépenses de la confédération et ses entreprises imprévues. Toutes les provinces ne contenaient que 3,294,056 âmes au dernier recensement. En supposant qu'elles en contiendraient 3,500,000 au moment de l'union, avec les engagements ci-dessus, cela ferait une dette de \$45 par tête, homme, femme et enfant, sur laquelle il nous faudrait payer l'intérêt. (Écoutez ! écoutez !) — Je m'oppose à la confédération, parce que je ne puis en comprendre l'utilité, ni la nécessité sous le rapport commercial. Des pays qui produisent des productions différentes peuvent gagner considérablement en s'unissant. Que produisent les colonies d'en-bas ? Ne sont-elles pas sous un climat semblable au nôtre ? Ne produisent-elles pas que des menus grains comme le Bas-Canada ? Quel commerce peuvent faire ensemble deux cultivateurs qui ne produiraient que de l'avoine ? Ni l'un ni l'autre n'en auraient besoin. Ils pourraient s'entrecarder avec leur avoine sans pouvoir jamais commercer ensemble ; il leur faudrait un acheteur, une troisième personne. Nous sommes dans cette position avec les colonies voisines. Irons-nous chercher de la glace dans les colonies inférieures ? Je pense qu'il y en a assez en Canada, à Québec surtout, quand l'on n'a

pas même assez d'esprit d'entreprise pour en exporter dans les pays chauds. On parle du poisson—mais nous en avons dans nos propres eaux—et du charbon comme d'une grande affaire.

M. T. C. WALLBRIDGE—Les provinces d'en-bas se sont réservé le droit d'imposer un droit d'exportation sur le charbon.

M. J. B. E. DORION—Mon hon. ami me fait rappeler que nous ne pourrions pas aller chercher de charbon dans les provinces qui feront partie de la confédération sans leur payer une taxe. N'est-ce pas admirable ? Nous allons former un seul peuple, un seul pays, mais il y aura des taxes à payer pour commercer ensemble sur certains objets. (Écoutez ! écoutez !) Je comprendrais les avantages commerciaux que nous aurions à gagner si les provinces anglaises étaient situées sous des climats différents, fournissant toute espèce de productions qui seraient échangées librement. Ce qui a fait la prospérité commerciale des États-Unis, c'est leur position géographique, leur immense territoire où l'on trouve tous les climats imaginables, depuis le Nord qui produit la glace jusqu'au Sud qui produit les fruits les plus délicats. Un habitant du Maine peut charger un navire de glace, se rendre à la Nouvelle-Orléans et échanger cette glace contre du riz, du sucre, du tabac, etc., qu'il rapportera chez lui sans avoir à payer un seul sou de droit de douane. C'est cet échange libre continu de leurs divers produits, depuis le Maine jusqu'à la Californie, qui a placé les États-Unis au premier rang des nations commerciales en si peu de temps. (Écoutez ! écoutez !) Que l'on ne nous berce donc pas de chimères à propos des grands avantages commerciaux que nous retirerions d'une confédération des provinces. Nous avons du bois, elles en produisent ; nous produisons de la potasse, elles en produisent. Tout ce dont elles auraient besoin consisterait en un peu de farine, et le Haut-Canada peut la leur fournir aujourd'hui sans payer de taxe. Encore une fois, notre commerce avec elles ne peut pas être considérable, parce que la nature s'y oppose. Situées au même degré que nous quant au climat, elles produisent ce que nous produisons, et ce qu'il leur faut, comme ce qu'il nous faut, c'est un marché extérieur pour le surplus des productions. D'ailleurs, les avantages commerciaux peuvent tous s'obtenir par une union commerciale simplement sans union politique. L'Angleterre a bien conclu un traité